Histoire et Philatélie

Costa Rica

Introduction

Le Costa Rica, pays d'Amérique centrale, est situé entre le Nicaragua au nord et le Panamá au sud. Il est bordé à l'ouest par l'océan Pacifique et à l'est par la mer des Caraïbes, qui fait partie de l'océan Atlantique.

Sa superficie dépasse les 51 000 km² et le pays compte un peu plus de 5 115 000 habitants. C'est une république, dont la capitale est San José, située au centre du pays.

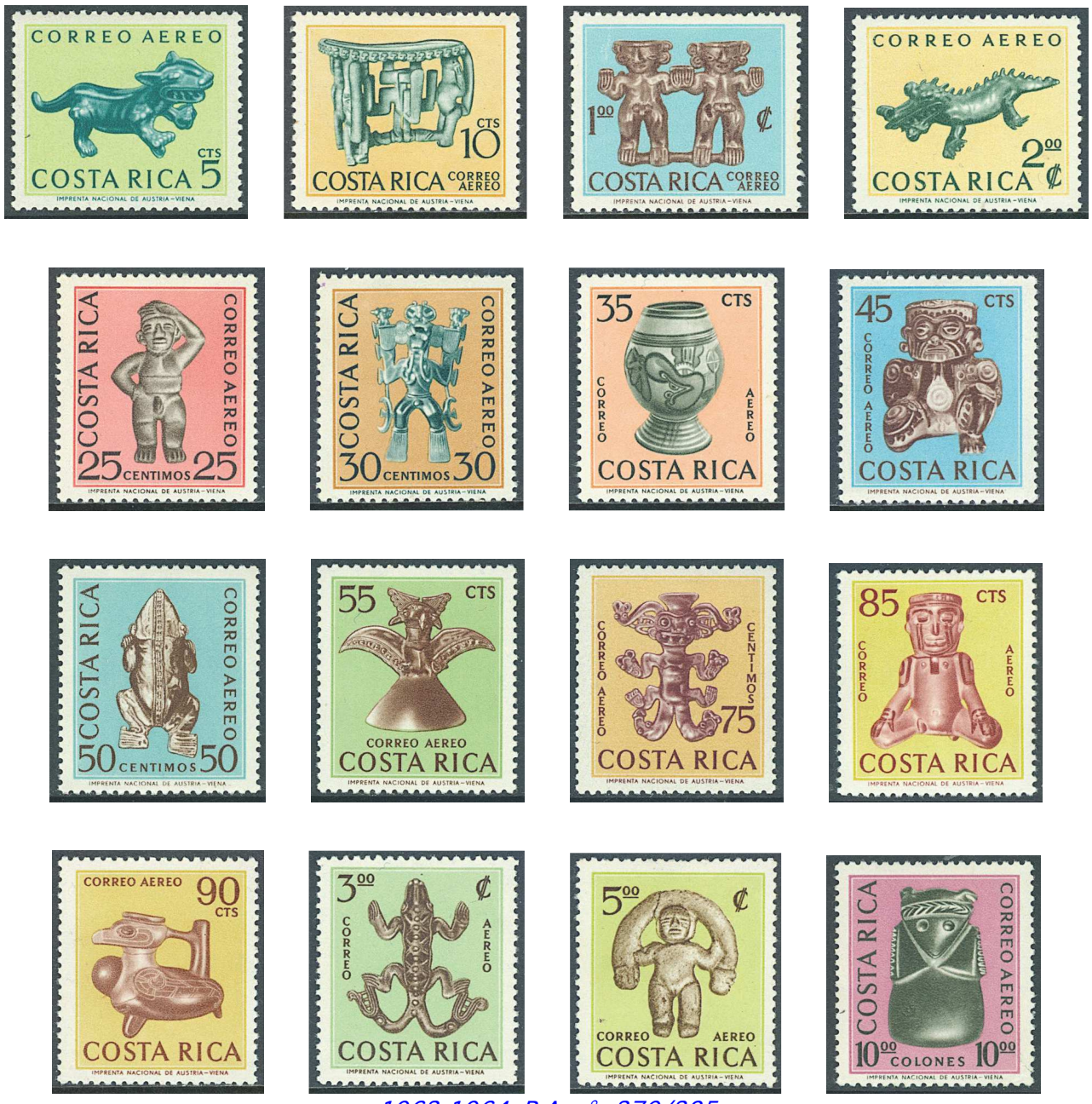
Carte du Costa Rica (extrait du site internet geology.com)

2006, n°s 806/807
Drapeau et armoiries du Costa Rica

I. De la préhistoire à l'indépendance (...-1838)

La région ne comporte que peu de vestiges de cités précolombiennes, car elle était avant tout un lieu de passage pour les tribus méso-américaines plus nordiques qui descendaient vers l'Amérique du Sud et vice-versa. Un des rares sites archéologiques est Guayabo, où l'on a trouvé les vestiges de chaussées, d'aqueducs, de tombeaux et de monolithes. La zone archéologique est maintenant un monument national protégé.

La majorité des trouvailles des archéologues est conservée dans trois musées de San José : le musée national du Costa Rica, le musée de l'or précolombien et le musée du jade, où l'on peut voir des poteries, des sculptures et des bijoux.



1963-1964, P.A. n°s 370/385
Vestiges précolombiens retrouvés au Costa Rica

2007, n°s 824/828

Pièces précolombiennes du musée national du Costa Rica

2003, n° 747

Le site archéologique de Guayabo

1987, n°s 480/487

Pièces précolombiennes du musée national du Costa Rica

2016, bloc 47

"Las Bolas", sphères mégalithiques dans la vallée du Diquís, dans le sud-ouest du Costa Rica

Le premier Européen à avoir foulé le sol costaricain est Christophe Colomb, lors de son quatrième et dernier voyage. Il met pied à terre le 18 septembre 1502, près du village indien de Cariari. C'est Colomb qui nomme la région Costa Rica (côte riche) : ayant vu quelques Indiens parés de bijoux en or, il est persuadé que la région regorge de mines d'or.

1947, P.A. n°s 151/156
Arrivée de Colomb à Cariari

Il faut ensuite attendre 1522 pour voir les premiers Espagnols traverser le pays. C'est le conquistador Gil González Dávila qui, venant de Panamá, longe la côte de l'océan Pacifique jusqu'au Nicaragua.

Mais les Espagnols constatent rapidement qu'il n'y a pas de mines d'or ou d'argent à exploiter au Costa Rica, et délaissent la région. Rares sont les Espagnols qui s'y installent, et le Costa Rica devient la colonie la plus pauvre d'Amérique.

Dans leur espoir de s'enrichir rapidement, les Espagnols déciment les populations indigènes. Un grande partie des indigènes, réduits en esclavage, meurt de malnutrition, de mauvais traitements et d'épuisement. Un grand nombre est victime des maladies infectieuses importées par les Européens. Entre 1520 et 1570, la population indienne est tombée de 400 000 à 20 000 !

Vers 1570, tout le territoire de l'actuel Costa Rica est conquis et "pacifié". Les rares Espagnols qui s'y installent fondent quelques villes : Cartago, fondé en 1563 par Juan Vázquez de Coronado, et Espíritu Santo de Esparza, fondé entre 1573 et 1577 par les deux gouverneurs successifs du Costa Rica, Alonso Anguciana de Gamboa et Diego de Artieda y Chirino.

1977, P.A. n°s 679/682
400e anniversaire de la fondation de Espíritu Santo de Esparza
Alonso de Anguciana de Gamboa *Diego de Artieda y Chirino*

Cartago est la première capitale. San José ne sera fondée qu'au 18e siècle et ne deviendra la capitale du pays qu'en 1823.

Le Costa Rica fait partie de la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne, qui regroupe tous les territoires espagnols de l'Amérique du Nord et centrale. Cette vice-royauté est instaurée en 1535 et persistera jusqu'en 1821. La Nouvelle-Espagne a ensuite été divisée en capitaineries générales, et le Costa Rica fait partie de la capitainerie générale du Guatemala, qui regroupe les territoires actuels du Nicaragua, du Guatemala, de Belize, du Salvador, du Honduras, du Costa Rica et de la province mexicaine de Chiapas. La situation va rester inchangée jusqu'au 19e siècle,

Les vice-rois de la Nouvelle-Espagne n'ont en général qu'une seule ambition, celle de s'enrichir le plus rapidement possible, pour profiter, à leur retour en Espagne, des richesses accumulées au détriment de la population indigène.

Le seul Espagnol de ces trois siècles d'histoire à être représenté sur un timbre-poste est Rodrigo Arias Maldonado, gouverneur du Costa Rica de 1662 à 1664. Il entra plus tard dans le vie monastique et fonda un ordre religieux.

1924, n° 125

1934, n° 157

Rodrigo Arias Maldonado

Dans toute l'Amérique centrale, le mécontentement s'accentue progressivement, surtout chez les indigènes et les créoles (les habitants de lignée européenne nés en Amérique). La raison est aussi bien politique qu'économique :
- L'administration et les postes lucratifs restent entièrement aux mains des Espagnols.
- Le commerce est monopolisé par l'Espagne : toute exportation des produits locaux vers des pays autres que l'Espagne est interdite.
- Les impôts augmentent, pour soutenir l'effort de guerre espagnol contre les armées napoléoniennes.

Les premières insurrections éclatent au Salvador en 1811 et 1814 et au Guatemala en 1813, mais elles sont rapidement réprimées.

L'ordre est rétabli en Amérique centrale, mais les tensions persistent. Tout évolue très rapidement lorsque le Mexique parvient à faire reconnaître son indépendance le 24 août 1821. Cet exemple est rapidement suivi par les nations d'Amérique centrale, et le 15 septembre 1821, l'acte d'indépendance de l'Amérique centrale est signé à Guatemala City. Cet acte est rédigé par le Hondurien José Cecilio del Valle (1780-1834).

Guatemala, 1981, P.A. n° 740
José Cecilio del Valle,
l'auteur en 1821 de
la déclaration d'indépendance
des pays de l'Amérique centrale

La rupture avec l'Espagne, et donc l'indépendance, se concrétise pour le Costa Rica, comme pour les autres pays d'Amérique centrale, le 15 septembre 1821.

Cet acte d'indépendance de l'Amérique centrale laisse le choix aux composantes de l'ancienne capitainerie générale du Guatemala (Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica) entre la dislocation en plusieurs petits États, la formation d'un État fédéral où l'annexion au Mexique. Tous optent finalement, malgré de très fortes oppositions locales, pour l'annexion au Mexique, où le général Agustín de Iturbide s'est arrogé tous les pouvoirs.

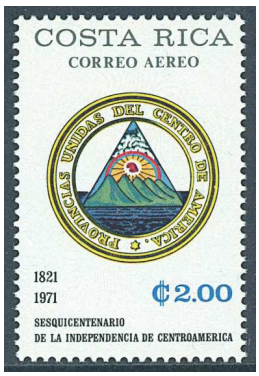
El Salvador
(Delgado & Arce)

Nicaragua
(Larreinaga & de la Cerda)

Honduras
(del Valle & de Herrera)

Costa Rica
(Alvarado & del Castillo)

Guatemala
(Larrazabal & Molina)



Drapeau et armoiries des Provinces-Unies d'Amérique centrale
1971, P.A. n°s 517/523
150e anniversaire de l'indépendance des pays de l'Amérique centrale

1921, n°s 96/100
100e anniversaire de l'indépendance du Costa Rica
Juan Mora Fernández et Julio Acosta García (président de 1920 à 1924)

1921, n° 101
100e anniversaire de l'indépendance du Costa Rica

Juan Mora Fernández et son épouse, Juana del Castillo

José María Castro Madriz et son épouse, Pacífica Fernández

1996, n°s 607/610
175e anniversaire de l'indépendance du Costa Rica

Au Costa Rica, une première constitution, appelée le Pacte de Concorde, avait été promulguée dès 1821, mais dès le début, la discorde s'installe au pays. Les conservateurs, regroupés à Cartago, préfèrent adopter une attitude prudente et se prononcent pour l'union avec le Mexique. Les milieux plus progressistes de San José veulent une indépendance totale. La discorde évolue vers une véritable guerre civile, qui culmine le 5 avril 1823, avec la bataille d'Ochomogo, où les indépendantistes obtiennent la victoire. San José devient la nouvelle capitale du Costa Rica.

Au Mexique, Iturbide, ambitieux et retors, se donne le titre de généralissime, et, s'appuyant sur l'armée, se fait proclamer le 18 mai 1822 empereur du Mexique. Couronné à México le 21 juillet 1822 sous le nom d'empereur Agustín Ier, il gouverne en dictateur. Mais, n'entendant rien à l'économie et aux finances, le Mexique sombre dans l'anarchie. Iturbide doit abdiquer le 19 mars 1823, et est exilé en Italie.

Dès la chute d'Iturbide, les États d'Amérique centrale décident d'annuler leur annexion au Mexique et forment en 1823 une entité indépendante, *les Provinces-Unies d'Amérique centrale,* dont la constitution est promulguée le 22 novembre 1824. Cette constitution crée la *République fédérale d'Amérique centrale* avec un président élu et un gouvernement fédéral, mais chaque État garde son propre chef d'État et son propre parlement local.

Au Costa Rica, une nouvelle assemblée constituante est formée, et elle élit en 1824 Juan Mora Fernández à la présidence, qu'il occupera jusqu'en 1833.

1901, n° 42

1907, n° 56

1910, n° 66

1943, n° 215

1943, P.A. n° 71
Juan Mora Fernández

1948, P.A. n° 178

Un des premiers succès du nouveau gouvernement costaricain se situe en 1824 : la province de Guanacaste, avec ses principales villes Nicoya, Guanacaste (qui recevra plus tard le nom de Liberia) et Santa Cruz, appartenait, au temps de la domination espagnole, au Nicaragua. Le 25 juillet 1824, la province décide de rompre ses liens avec le Nicaragua et demande à être incorporé au Costa Rica. Cette décision est ratifiée par San José, mais comme prévu, sera une longue source de conflits avec le voisin nicaraguayen. Encore en 2013, le président Ortega du Nicaragua réclamera le rattachement de la province de Guanacaste à son pays...

1924, n°s 126/132

100e anniversaire de l'incorporation au Costa Rica de la province de Guanacaste

1949, P.A. n°s 181/184

125e anniversaire de l'incorporation au Costa Rica de la province de Guanacaste

Leonidas Briceño Baltodano (1875-1926)
Fervent promoteur d'un Guanacaste costaricain

1965, P.A. n°s 403/408
140e anniversaire de l'incorporation au Costa Rica de la province de Guanacaste

1975, P.A. n°s 627/630
150e anniversaire de l'incorporation au Costa Rica de la province de Guanacaste

En 1833, José Rafael de Gallegos y Alvarado est élu à la présidence par les conservateurs de Cartago. Soumis aux incessantes attaques contre sa personne par les progressistes de San José, il fait voter une loi pour une alternance de la capitale du pays tous les quatre ans, entre Cartago, San José, Heredia et Alajuela. Cette loi n'aura qu'une existence très éphémère et sera déjà abrogée en 1835.

Fatigué des attaques incessantes contre sa personne, il cède en 1835 la présidence à Braulio Carrillo Colina. Le premier problème auquel le nouveau président est confronté est une nouvelle, courte guerre civile, en 1835, entre San José et les trois autres candidates au titre de capitale : Cartago, Heredia et Alajuela. Finalement, San José triomphe et devient l'unique et définitive capitale du Costa Rica.

1901, n° 44

1911, n° 79

1910, n° 69

Le président Braulio Carrillo Colina

1945, P.A. n° 111
Le président José Rafael de Gallegos y Alvarado

1945, P.A. n°s 118 & 150
Le président Braulio Carrillo Colina

Mais pendant ce temps, la discorde s'installe dans la *République fédérale d'Amérique centrale* entre les libéraux, partisans d'une fédération forte, et les conservateurs, qui en souhaitent la dissolution. Les premières élections présidentielles ont lieu en 1825. Elles opposent le Hondurien José Cecilio del Valle au Salvadorien Manuel José Arce. La présidence est finalement confiée à Arce, qui a cependant obtenu moins de voix que del Valle.

El Salvador, 1912, n° 366
Manuel José Arce

Arce perd rapidement le soutien des libéraux et la guerre civile éclate entre les partisans d'Arce et le gouvernement libéral du Guatemala. Arce est finalement battu par une coalition des forces honduriennes, nicaraguayennes et même salvadoriennes, malgré le fait qu'il est lui-même originaire du Salvador. Il est renversé en 1829, exilé et remplacé par le général hondurien Francisco Morazán. Morazán remporte les élections de 1830 face à del Valle.

El Salvador, 1912, n° 367
Francisco Morazán

Morazán reste au pouvoir jusqu'en 1838, menant une politique libérale, mais les forces centrifuges se manifestent de plus en plus : le Salvador veut se retirer de la fédération à deux reprises (1832 et 1834), et les autres composantes en 1838.

En 1837, Manuel Aguilar Chacón est élu chef de l'État costaricain. Il est favorable à une forte fédération centro-américaine, mais il est renversé en 1838 par les indépendantistes, et Braulio Carrillo Colina reprend le pouvoir, qu'il exercera jusqu'en 1842. Le 15 novembre 1838, il proclame la séparation définitive du Costa Rica de la République fédérale d'Amérique centrale. Dès la fin de 1838, la République fédérale d'Amérique centrale a virtuellement cessé d'exister.

Le seul qui croit encore à une union possible est Morazán lui-même, qui se fait élire à la présidence du Salvador en juillet 1839, dans l'espoir de reconquérir les nations qui ont fait sécession et de faire renaître la fédération. Mais en 1840, il est battu par une coalition du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, et il doit s'enfuir au Costa Rica. Là, il parvient une dernière fois à prendre le pouvoir en 1842, mais ayant perdu tout soutien populaire, il est finalement fusillé au Costa Rica le 15 septembre 1842.

1943, n° 218

1947, n° 218A

1943, P.A. n° 72

1945, P.A. n° 110

1961, P.A. n° 313
Le président Manuel Aguilar Chacón

1943, n° 219 *1943, P.A. n° 73*

Francisco Morazán

Le parcours de Morazán n'est pas banal : il a été président du Honduras (1827-1830), président de la République fédérale d'Amérique centrale (1830-1839), président du Salvador (1839-1840) et président du Costa Rica (1842) !

II. La république costaricaine (1838-...)

En 1842, c'est José María Alfaro Zamora qui est élu à la présidence, mais il est déjà évincé en 1844 par Francisco Oreamuno Bonilla. Il reprend la présidence après un coup d'État en 1846, jusqu'en 1847. C'est José María Castro Madriz qui lui succède jusqu'en 1849.

1943, n° 220

1943, P.A. n° 74

1945, P.A. n°s 112 & 146

Le président José María Alfaro Zamora

1943, n° 221

1943, P.A. n° 75

1945, P.A. n°s 113 & 147

Le président Francisco Oreamuno Bonilla

1943, n° 222

1943, P.A. n° 76

1945, P.A. n° 114

Le président José María Castro Madriz

1901, n° 46

1907, n° 62

Le président José María Castro Madriz

2018, bloc 68

200e anniversaire de la naissance du président José María Castro Madriz

À partir de 1842, l'instabilité politique est de plus en plus grande, et rares seront les présidents qui accéderont à la charge suprême du Costa Rica par voie légale. Le coup d'État devient la voie normale pour accéder à la présidence.

C'est également la période où le commerce du café costaricain devient la principale source de revenus pour le pays. La culture et l'exportation du café deviennent l'épine dorsale de l'économie du Costa Rica, mais elles se concentrent dans les mains de quelques familles de riches propriétaires fonciers. Cette oligarchie du café devient l'élite dominante politique du pays, et livrera pendant longtemps la majorité des futurs présidents. L'argent leur servira pour accéder à la présidence, l'armée pour s'y maintenir.

C'est ainsi qu'en 1849, après avoir évincé le président Castro Madriz, Juan Rafael Mora Porras devient président du Costa Rica. C'est le premier membre de l'oligarchie du café à accéder à cette fonction.

Il s'efforce de renforcer le pouvoir de l'exécutif, surtout de la présidence, et de remplacer le commandement de l'armée par des hommes à lui. Les premières années de sa présidence voient une grande croissance économique, une forte amélioration des infrastructures du pays – surtout nécessaire pour le transport du café – et un développement de l'instruction publique.

1901, n° 48

1931, n° 152

1907, n° 64

Le président Juan Rafael Mora Porras

1943, n° 223 *1943, P.A. n° 77* *1945, P.A. n° 116*

Le président Juan Rafael Mora Porras

2014, bloc 31

200e anniversaire de la naissance du président Juan Rafael Mora Porras

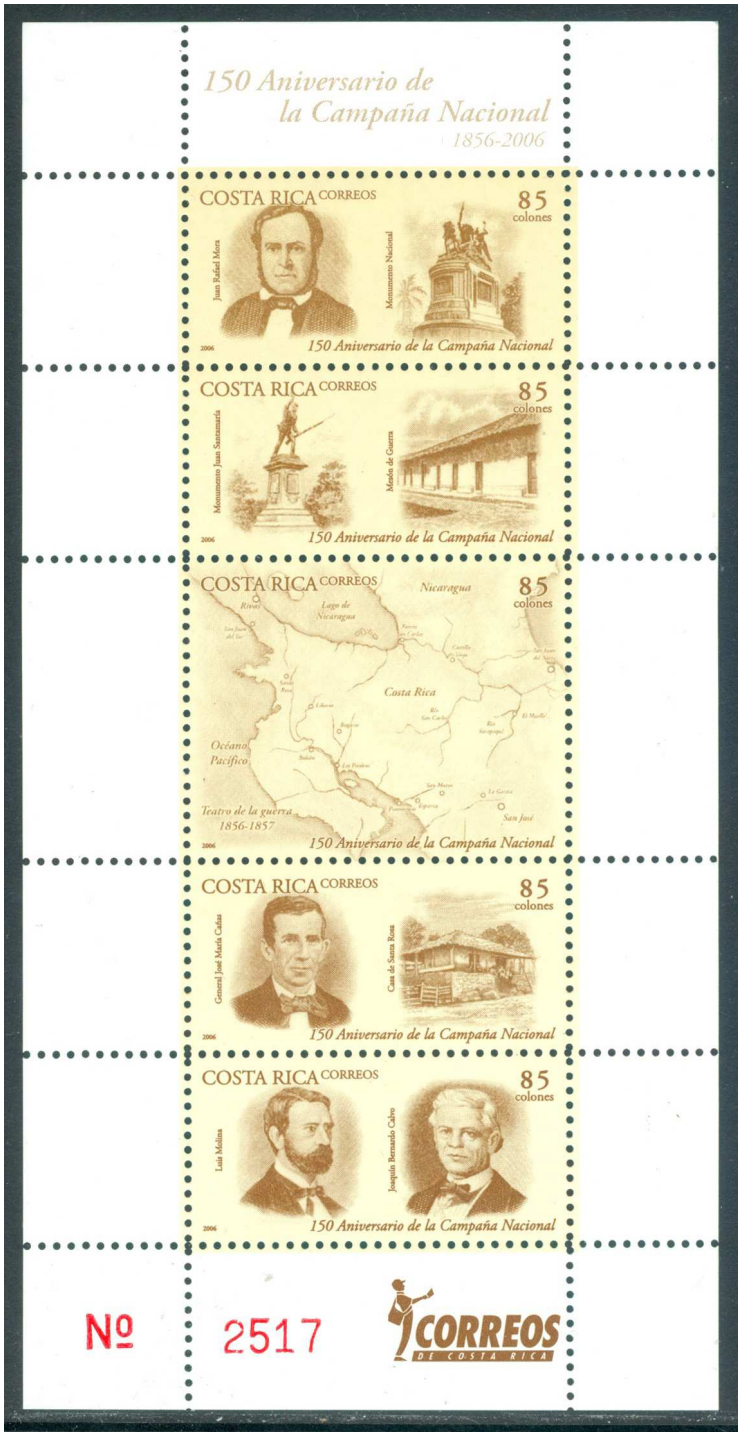
Malgré ses tendances plutôt dictatoriales, Mora Porras est sans conteste un des meilleurs présidents que le pays ait connu. Il a fait évoluer son pays vers la modernité, mais la prospérité naissante que sa politique apportait est brusquement arrêtée par une guerre qui a mis toute l'Amérique centrale en feu.

Cette guerre commence en 1855 au Nicaragua, lorsque les libéraux demandent une aide américaine contre les conservateurs. William Walker, un aventurier américain, se présente avec une troupe de mercenaires, mais il dépasse sa mission et prend le pouvoir au Nicaragua. Afin de contrôler toute l'Amérique centrale et le transit entre les deux océans, Walker revendique une grande partie du Costa Rica, ce qui provoque une guerre entre l'Américain et le Costa Rica du président Mora Porras.

Le conflit armé dure de 1856 à 1857, et reçoit au Costa Rica le nom de *"Campagne nationale"*. Malgré une coalition de plusieurs pays de l'Amérique centrale contre Walker, c'est le Costa Rica qui supporte la majeure partie de l'effort de guerre.

L'armée costaricaine bat les troupes de Walker le 11 avril 1856 à Rivas, au Nicaragua, mais la guerre connaît alors une pause à cause d'une terrible épidémie de choléra. Elle reprend fin 1856 et début 1857, et les armées coalisées, où une fois de plus le Costa Rica joue un rôle décisif, remporte des victoires définitives qui obligent Walker à capituler le 1er mai 1857.

Cette “Campagne nationale” a de grandes conséquences pour le Costa Rica : elle a soudé la population en développant son patriotisme et son nationalisme. C’est cette guerre qui a forgé l’identité nationale du pays, et il est donc normal qu’elle soit considérée au Costa Rica comme l’événement majeur de son histoire. C’est pour cette raison que la “Campagne nationale” est abondamment illustrée par des timbres-poste au Costa Rica.



2006, n°s 785/789
150e anniversaire de la “Campagne nationale”

Juan Rafael Mora Porras, président

Juan Santamaría, héros de la bataille de Rivas, le 11 avril 1856

Le général José María Cañas, commandant de l’armée costaricaine

Luís Molina Bedoya, ambassadeur costaricain aux États-Unis, et Joaquín Bernardo Calvo, le ministre costaricain des Affaires étrangères

Gén. José Manuel Quiros

Joaquín Bernardo Calvo

Luís Molina Bedoya

Gén. José Joaquín Mora Porras

Gén. José María Cañas

Statue de Juan Santamaría

Monument national

Antonio Valle Riestra

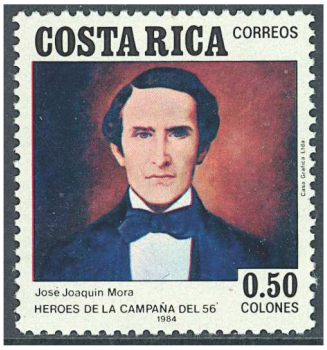
Ramón Castilla y Marquesado

Francisco Oreamuno Bonilla

Juan Rafael Mora Porras

1957, P.A. n°s 254/270

100e anniversaire de la "Campagne nationale"



Général José Joaquín Mora Porras

Pancha Carrasco

La mort de Juan Santamaría

Juan Rafael Mora Porras

1984, n°s 377/380

Héros de la "Campagne nationale"

Les personnages de la "Campagne nationale" représentés sur des timbres-poste sont :

- Juan Rafael Mora Porras, président du Costa Rica.
- Francisco Oreamuno Bonilla, ancien président et vice-président de Mora Porras.
- José Joaquín Mora Porras, frère du président et commandant de l'armée costaricaine.
- José María Cañas, co-commandant de l'armée costaricaine.
- José Manuel Quiros, général costaricain, qui perdit la vie à la bataille de Rivas en 1856.
- Luís Molina Bedoya, ambassadeur costaricain aux États-Unis.
- Joaquín Bernardo Calvo, ministre costaricain des Affaires étrangères.
- Juan Santamaría, soldat costaricain qui perdit la vie lors de la bataille de Rivas, le 11 avril 1856, dans une action héroïque pour laquelle il s'était porté volontaire.
- Pancha Carrasco, femme volontaire dans l'armée costaricaine, héroïne de la bataille de Rivas le 11 avril 1856.
- Ramón Castilla y Marquesado, président du Pérou, allié du Costa Rica.
- Antonio Valle Riestra, de la marine péruvienne, héros de la "Campagne nationale".

1903, n° 51

1907, n° 57

1910, n° 67

Lé général José María Cañas

1901, n° 41 *1907, n° 55* *1910, n° 65*

Statue de Juan Santamaría, héros de la bataille de Rivas du 11 avril 1856

Estimant sa position renforcée par la victoire dans la “Campagne nationale”, le président Mora Porras fait emprisonner ou exiler ses adversaires politiques et remporte en 1859 les élections pour un troisième mandat. Mais il est renversé par l’armée le 14 août 1859 et exilé au Salvador. Il essaie de reprendre le pouvoir en 1860, mais, battu, il est exécuté le 30 septembre 1860, après un procès sommaire. Son général José María Cañas subit le même sort, tandis que le frère du président déchu, le général José Joaquín Mora Porras, n’est qu’exilé. Les vainqueurs de la “Campagne nationale” n’ont pas su profiter longtemps de leur succès...

2019, n° 1008

Le président Juan Rafael Mora Porras

À partir de 1860, c’est l’armée qui dictera sa loi : sans son soutien, aucun président et aucun gouvenement ne pourront se maintenir. Pourtant, quelques présidents successifs font de leur mieux pour développer l’économie et les infrastructures, assainir les finances et promouvoir l’éducation et la justice sociale. Mais cela n’engendre pas la stabilité politique, car c’est toujours l’armée qui a le dernier mot et qui accepte ou démet les présidents.

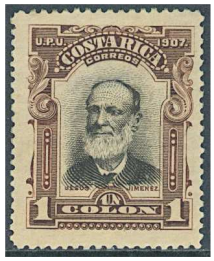
Les présidents successifs sont tous des libéraux : José María Montealegre Fernández de 1859 à 1863, Jesús Jiménez Zamora de 1863 à 1866 et à nouveau de 1868 à 1870, et José María Castro Madriz, qui avait déjà occupé la présidence de 1847 à 1849, maintenant de 1866 à 1868.

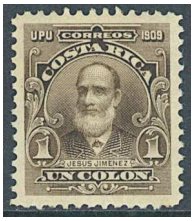
1943, P.A. n° 78 *1945, P.A. n°s 117 & 149*

Le président José María Montealegre Fernández

1943, P.A. n° 79 *1945, P.A. n° 119*

Le président Jesús Jiménez Zamora





1901, n° 49 *1907, n° 63* *1910, n° 72*

Le président Jesús Jiménez Zamora

1923, n°s 111/115

100e anniversaire de la naissance du président Jesús Jiménez Zamora

Pour respecter les traditions, Jesús Jiménez Zamora est à son tour renversé en 1870, et après un très court intermède de Bruno Carranza Ramírez, c'est le général Tomás Guardia Gutiérrez qui accède à la présidence en 1870. Il exercera cette fonction de 1870 jusqu'à sa mort en 1882, avec un bref intermède en 1876-1877 d'Aniceto Esquivel Sáenz et de Vicente Herrera Zeledón, tous deux très rapidement renversés.

Il gouverne son pays d'une façon très autoritaire, presque dictatoriale, mais efficace, ne tolérant pas d'opposition. Ses deux réalisations majeures sont la promulgation d'une nouvelle constitution en 1871, qui restera en vigueur jusqu'en 1949, et l'abolition de la peine de mort en 1882.

À la fin de sa présidence, il laisse le gouvernement à Salvador Lara Zamora, qui exerce la fonction avec le titre de président intérimaire.

1943, n° 216

1943, P.A. n° 80

1945, P.A. n° 120

La très courte présidence de Bruno Carranza Ramírez

1943, n° 217

1943, P.A. n° 81

1945, P.A. n° 121

Le président Tomás Guardia Gutiérrez

2001, n° 697

2019, n° 1007

Le président Tomás Guardia Gutiérrez

1945, P.A. n° 108

Aniceto Esquivel Sáenz

1945, P.A. n° 109

1961, n° 316

Vicente Herrera Zeledón

1948, P.A. n° 177

Salvador Lara Zamora

Trois présidences extrêmement courtes...

Les deux successeurs de Tomás Guardia Gutiérrez suivent exactement la même politique : ce sont les généraux Próspero Fernández Oreamuno (de 1882 à 1885) et Bernardo Soto Alfaro (de 1885 à 1889).

Tous deux dirigent une économie qu'ils veulent libérale et capitaliste, surtout basée sur la culture et le commerce du café et des bananes. Cela apporte bien une prospérité, mais dont seulement une petite partie de la population profite. Le fossé se creuse dangereusement entre les propriétaires fonciers, les bourgeois aisés des villes et l'élite administrative d'une part et la masse paysanne d'autre part. Pour faire face à l'opposition, ces deux présidents renforcent leur pouvoir exécutif.

L'Église prenant à leurs yeux trop souvent parti pour le peuple, son pouvoir est fortement limité : les jésuites sont expulsés et les ordres monastiques sont interdits en 1884.

1883, n°s 12/16
Le président Próspero Fernández Oreamuno

1887, n°s 17/18

1889, n°s 19/28
Le président Bernardo Soto Alfaro

1946, P.A. n° 112A
Próspero Fernández Oreamuno

1945, P.A. n°s 115 & 148
Bernardo Soto Alfaro

Un point à mettre au crédit de Bernardo Soto Alfaro est son souci de promouvoir l'éducation et l'instruction du peuple. Il dispose d'un excellent ministre de l'Instruction publique, Mauro Fernández Acuña, qui rend l'école primaire laïque, gratuite et obligatoire. Il améliore l'enseignement secondaire et crée des écoles pour filles. Une grande compétence est exigée des enseignants, et l'analphabétisme, qui était général, est en net recul.

1907, n° 58

1910, n° 68

1945, n° 229
Mauro Fernández Acuña

1986, n° 423

2018, bloc 70
Mauro Fernández Acuña

Malgré sa volonté de maintenir la paix, le président Bernardo Soto Alfaro doit engager en 1885 son pays dans une guerre contre le Guatemala, dont le président, Justo Rufino Barrios, essaie par la force de restaurer l'union des nations de l'Amérique centrale. Le Costa Rica s'associe aux autres pays, et la guerre s'éteint d'elle-même lorsque le président guatémaltèque perd la vie en 1885 lors de la bataille de Chalchuapa.

Mais à la fin de sa présidence, la politique monétaire de Bernardo Soto se révèle désastreuse, et les élections présidentielles sont un triomphe pour l'opposition. Soto essaie de se maintenir au pouvoir, mais un soulèvement populaire, soutenu par le clergé, le contraint à se retirer le 7 novembre 1889.

Après une présidence intérimaire de six mois de Carlos Durán Cartín, le nouveau président costaricain est José Joaquín Rodríguez Zeledón, de 1890 à 1894. L'élection de Rodríguez est considérée au Costa Rica comme le début d'une ère démocratique. Étant le premier président élu qui ne sort pas du parti libéral, il doit durant tout son mandat faire face à une forte opposition de ce parti, ainsi que de l'Église, à laquelle il avait pourtant redonné ses droits et ses privilèges, et qui avait formé son propre parti politique.

Il parvient à faire élire en 1894 un homme à lui, Rafael Yglesias Castro, qui mène une politique énergique et dynamique pour moderniser son pays. Le grand danger reste cependant l'économie, qui dépend uniquement de la culture et du commerce du café et des bananes.

Il fait voter une réforme de la constitution qui lui permet d'être réélu en 1898, mais la chute des prix du café rendent son deuxième mandat nettement plus difficile. Il doit faire face à une opposition de plus en plus forte, qu'il réprime d'une façon de plus en plus vigoureuse. L'opposition parvient à l'empêcher de se présenter pour un troisième mandat, mais il réussit quand même à faire élire en 1902 un homme à lui, Ascensión Esquivel Ibarra, qui parvient à redresser l'économie en suivant une saine et austère politique financière, limitant fortement les dépenses publiques et réduisant le nombre de fonctionnaires dans l'administration.

1948, P.A. n° 179
Carlos Durán Cartín

1979, P.A. n° 750

1941-1943, n°s 205/206
José Joaquín Rodríguez Zeledón

1947, P.A. n°s 168, 174 & 175
Le président Rafael Yglesias Castro

1947, P.A. n° 139 *1979, P.A. n° 751*

Le président Rafael Yglesias Castro

1947, P.A. n° 140 *1979, P.A. n° 752*

Le président Ascensión Esquivel Ibarra

Les deux présidents suivants comptent parmi les hommes politiques les plus importants du Costa Rica. Il y a d'abord Cleto González Viquez, de 1906 à 1910 (et plus tard encore de 1928 à 1932), ensuite Ricardo Jiménez Oreamuno, de 1910 à 1914 (et plus tard encore de 1924 à 1928 et de 1932 à 1936).

Le président González, incorruptible et respectueux des lois et des libertés individuelles, s'efforce de moderniser le pays, mais ses grands travaux d'infrastructure augmentent la dette extérieure et rendent le pays, comme c'est d'ailleurs le cas dans toutes les autres nations de l'Amérique centrale, de plus en plus tributaire des grandes compagnies fruitières américaines, qui investissent de grandes sommes au Costa Rica, mais qui réclament en compensation une mainmise sur l'économie et plus tard même sur la politique du pays.

1941-1945, n°s 203/204A

Le président Cleto González Viquez

La première présidence de Ricardo Jiménez Oreamuno (1910-1914) est un grand succès : l'économie est florissante, la dette extérieure s'éponge progressivement et la démocratie règne au pays. Les premières années du 20e siècle au Costa Rica peuvent être considérées comme les meilleures que le pays ait connues.

Les réalisations de ces deux excellents présidents ont été commémorées par une grande série de timbres-poste en 1959.

1947, P.A. n° 141 *1979, P.A. n° 753*

Le président Cleto González Viquez

1947, P.A. n° 142 *1979, P.A. n° 754*

Le président Ricardo Jiménez Oreamuno

Le président Cleto González Viquez

Le président Ricardo Jiménez Oreamuno

Les présidents Cleto González Viquez et Ricardo Jiménez Oreamuno
1959, P.A. n°s 274/282
100e anniversaire de la naissance de Cleto González Viquez et de Ricardo Jiménez Oreamuno
Leurs plus importantes réalisations

La présidence suivante, celle d'Alfredo González Flores, de 1914 à 1917, rencontre dès le début des difficultés économiques, car la première guerre mondiale a fermé la plupart des marchés européens pour les produits costaricains, surtout le café.

Le président essaie de redresser la situation en introduisant une réforme fiscale, avec une imposition beaucoup plus juste et sociale, exigeant une plus grande contribution des riches marchands et des propriétaires fonciers.

Le mécontentement de ceux-ci, qui ont l'économie en main, cause sa perte : González Flores est renversé en 1917, et Federico Tinoco Granados prend le pouvoir.

Tinoco instaure un régime dictatorial, basé sur une milice dirigée par son frère. Toute opposition est interdite et fortement réprimée, et le peuple vit sous un véritable régime de terreur. L'économie se dégrade, la situation financière déraille et Tinoco ne trouve rien de mieux que de faire baisser les salaires pour remédier à cette situation catastrophique. La révolution se déclenche, le frère de Tinoco est assassiné le 10 août 1919 et le président est contraint de s'exiler en France.

La dictature de Tinoco est la première que le pays ait connue depuis des décennies, et sera la dernière de son histoire.

1965, P.A. n° 391

1980, P.A. n° 772

Le président Alfredo González Flores

1980, P.A. n° 773

Le président Federico Tinoco Granados

Après la chute de Tinoco, Francisco Aguilar Barquero est un éphémère président intérimaire, pendant quelques mois entre 1919 et 1920, le temps de rétablir la démocratie. Il abroge la constitution de 1917 et toutes les lois de Tinoco, et rétablit la constitution de 1871.

Son successeur est Julio Acosta García, président de 1920 à 1924, dont le souci majeur est la réconciliation nationale. Le peuple, après la dictature, est de plus en plus conscient de ses droits et les premières associations syndicales du pays voient le jour.

Il doit mener en 1921 une guerre contre le Panamá pour des questions de frontières. Elle se termine rapidement par la médiation des États-Unis, dont l'intervention est surtout profitable pour le Costa Rica.

1980, P.A. n° 774

Le président Francisco Aguilar Barquero

1980, P.A. n° 775

Le président Julio Acosta García

Ensuite s'alternent pendant douze ans deux anciens présidents : Ricardo Jiménez Oreamuno de 1924 à 1928 et de 1932 à 1936, et Cleto González Viquez de 1928 à 1932.

Ils reviennent au système économique libéral et capitaliste, ce qui réussit jusqu'à la crise mondiale de 1929. Cette crise cause une chute des exportations et un énorme déficit financier. Le gouvernement essaie d'y remédier par de grands travaux publics, pour essayer de limiter le chômage. Mais la misère engendre la création de nouveaux partis politiques qui veulent mieux défendre la cause du petit peuple, comme le Parti de la Réforme (PR) de tendance socialiste et le Parti communiste.

De 1936 à 1940, la présidence est exercée par León Cortés Castro, qui essaie de redresser la situation par d'importants travaux de construction et d'infrastructure, pour maintenir le chômage à un taux acceptable et contenir l'agitation sociale. Il réussit relativement bien dans ses desseins, jusqu'à ce que la deuxième guerre interrompe brusquement le redressement et replonge le pays dans la crise.

1980, P.A. n° 776
Le président León Cortés Castro

Le président suivant est Rafael Ángel Calderón Guardia, de 1940 à 1944, donc en pleine deuxième guerre mondiale. Il change radicalement de cap, et mène une politique sociale très avancée, où le libéralisme fait place à l'interventionnisme de l'État. Il instaure le salaire minimum, fait voter des lois sur les conditions du travail et crée un système de sécurité sociale des plus avancés d'Amérique. Cela lui attire la sympathie des milieux progressistes, mais aussi la colère des riches propriétaires fonciers et des "barons du café et de la banane". Pour mener sa politique, le président Calderón cherche des appuis dans des camps opposés : l'Église catholique et le parti communiste.

Son successeur, Teodoro Picado Michalski, président de 1944 à 1948, poursuit la même politique, mais l'opposition conservatrice devient de plus en plus virulente et tente par tous le moyens de freiner le progrès social qu'elle juge trop à gauche.

1981, P.A. n° 839A

2000, n° 678

Le président Rafael Ángel Calderón Guardia

1981 n° 839B

Le président Teodoro Picado Michalski

Mais ces quelques années de calme s'arrêtent brusquement en 1948, lors des élections présidentielles. Le candidat de l'opposition Otilio Ulate Blanco remporte ces élections contre l'ancien président Rafael Ángel Calderón Guardia, mais celui-ci conteste le résultat du scrutin, et parvient à faire annuler les élections. Cette annulation déclenche une véritable guerre civile, qui fait 2000 morts, et c'est l'intervention musclée du chef des forces d'opposition au gouvernement pro-Calderón, José Figueres Ferrer, qui y met fin et qui prend le pouvoir.

Pendant 18 mois, à la tête d'un gouvernement appelé *"Junta Fundadora de la Segunda República"*, il prend une série de mesures qui modifient complètement l'administration du pays. Les principales mesures sont :

- L'abolition de l'armée de métier. Le Costa Rica est ainsi le premier pays au monde à prendre une telle mesure.
- Abrogation de la constitution de 1871 et promulgation d'une nouvelle constitution.
- Instauration du vote féminin.
- Interdiction de toute ségrégation raciale.
- Nationalisation des banques.

Carlos Luis Valverde Vega, médecin-chirurgien réputé, assassiné par les forces gouvernementales le 3 mars 1948

1950, P.A. n°s 188/195

Deuxième anniversaire de la guerre civile de 1948, qui a mené José Figueres Ferrer au pouvoir

Figueres Ferrer fait revalider les résultats du scrutin présidentiel de 1948, avec la victoire d'Otilio Ulate Blanco, qui deviendra ainsi , après les 18 mois de pouvoir de Figueres Ferrer, le président du Costa Rica de 1949 à 1953. Ensuite, José Figueres Ferrer exercera de 1953 à 1958 un deuxième mandat présidentiel. Il y aura encore un troisième mandat, de 1970 à 1974.

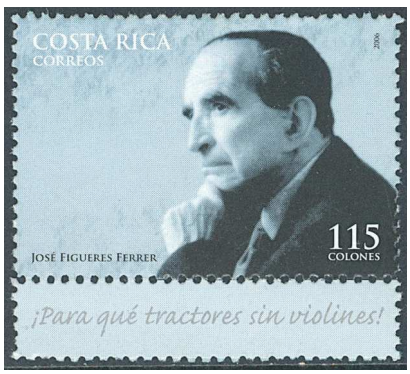
José Figueres Ferrer est sans conteste la figure de proue du Costa Rica de l'après-guerre. Il a des sympathies pour la gauche, mais évite tous les excès et combat la communisme. Il a horreur de la dictature, et il est fort respecté dans toute l'Amérique, sauf dans les dictatures d'extrême-droite, comme celle de Somoza au Nicaragua et celle de Trujillo en République dominicaine.

1981, P.A. n° 839C
Le président José Figueres Ferrer

1981, P.A. n° 839D
Le président Otilio Ulate Blanco

2006, bloc 18

2019, n° 1006



2006, n° 802

Le président José Figueres Ferrer

1998, bloc 17
Le président José Figueres Ferrer

Les présidents qui se succèdent entre la deuxième et la troisième présidence de José Figueres Ferrer sont Mario Echandi Jiménez (1958-1962), Francisco Ohrlich Bolmarcich (1962 à 1966) et José Joaquín Trejos Fernández (1966-1970). Ils suivent tous, à quelques détails près, la même politique que Figueres, et le pays connaît une longue période d'assez grande stabilité politique.

1981, P.A. n° 839E
Le président Mario Echandi Jiménez

2007, n° 822
Le président Francisco Ohrlich Bolmarcich

1963, P.A. n° 363

2016, bloc 46
Le président José Joaquín Trejos Fernández

Dans le dernier quart du 20e siècle, la vie politique tourne autour d'un système de bipartisme, avec d'un côté un centre-droit et de l'autre un centre-gauche, mais cela donne une relative stabilité au pays. Après le troisième mandat de José Figueres Ferrer de 1970 à 1974, les trois présidents suivants sont Daniel Oduber Quirós (1974-1978), Rodrigo Alberto Carazo Odio (1978-1982) et Luis Alberto Monge Álvarez (1982-1986). Les cinq présidents Ohrlich, Trejos, Oduber, Carazo et Monge sont représentés sur un nombre un peu exagéré de timbres-poste, chacun ayant son effigie sur cinq timbres, chaque fois avec la même valeur faciale.

1986, n°s 427/451
Les présidents Ohrlich, Trejos, Oduber, Carazo et Monge

Le président suivant, Óscar Arias Sánchez (1986-1990), n'a reçu que trois timbres, mais il a beaucoup plus de mérite : promoteur infatigable pour la paix et la démocratie en Amérique centrale, il se fait l'interlocuteur incontournable dans de difficiles négociations entre progressistes et conservateurs dans plusieurs pays d'Amérique centrale, et il obtient des résultats très appréciables au Salvador, au Nicaragua, au Guatemala, au Honduras et au Panamá. Ses efforts sont récompensés par le prix Nobel de la paix en 1987.

Óscar Arias Sánchez exercera encore une deuxième fois la présidence entre 2006 et 2010.

1987, n° 494

2007, n°s 848/849

Le président Óscar Arias Sánchez, prix Nobel de la paix en 1987

Malheureusement, après Arias, la situation se dégrade progressivement au Costa Rica, avec l'émergence de nouveaux partis politiques, ce qui met fin au système relativement stable du bipartisme. Alors que les présidents précédents avaient en général fait preuve d'une grande probité, les trois successeurs d'Arias (Rafael Ángel Calderón Fournier de 1990 à 1994, José María Figueres Olsen de 1994 à 1998 et Miguel Ángel Rodríguez Echeverria de 1998 à 2002) seront tous trois accusés de corruption, et deux d'entre eux arrêtés et emprisonnés.

En 2010, pour la première fois, c'est une femme, Laura Chinchilla Miranda qui est élue à la présidence. Malgré son appartenance au PLN, un parti d'obédience socialiste, elle mène une politique très conservatrice, et tout le centre et la gauche se retournent contre elle. Elle sera un des chefs d'État les moins populaires de toute l'histoire du Costa Rica.

2004, n° 765

Le président Miguel Ángel Rodríguez Echeverria

2011, n° 927

La présidente Laura Chinchilla Miranda

Les dernières années, les problèmes s'accumulent au Costa Rica, comme d'ailleurs dans toute l'Amérique latine, avec une récession économique, un chômage croissant, un déficit fiscal, des manifestations de plus en plus virulentes des étudiants et des travailleurs, et une nette augmentation de la criminalité et des actes terroristes.